

CITIZEN



PHOTO: FELIX KÖNIG

Centrale nucléaire de Cattenom : tout va pour le mieux, jusqu'au jour où...

DEUX ANS APRÈS FUKUSHIMA

Le Luxembourg ne dédommage pas

Greenpeace

Deux ans après l'accident nucléaire de Fukushima, Greenpeace rappelle que le Luxembourg ne s'est toujours pas doté d'une législation de dédommagement des victimes d'une telle catastrophe.

Le dédommagement des victimes d'un accident nucléaire produit par une installation nucléaire est régi par des conventions internationales : il s'agit d'une part de la convention de Paris (1960) et de la convention complémentaire de Bruxelles (1963) et de leurs protocoles d'amendement établis dans le cadre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), et d'autre part, de la convention de Vienne (1963) et de l'accord additionnel de 1997 signés dans le cadre de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Etant donné que les conventions et leurs protocoles d'amendement protègent davantage l'industrie nucléaire que les victimes potentielles d'un accident nucléaire, les gouvernements luxembourgeois successifs ont toujours refusé d'adhérer à ces conventions internationales de responsabilité civile nucléaire, et cela en dépit des pressions venues de l'extérieur. Compte tenu du fait que les montants des indemnités sont trop faibles et plafonnés dans ces conventions internationales et que la seule juridiction compétente est réservée à la juridiction du pays où s'est produit l'accident, le Luxembourg, l'Autriche et l'Irlande, des pays non nucléaires, ont tous refusé d'adhérer à ces différentes conventions. Néanmoins, l'Autriche a mis en vigueur une loi nationale spécifique relative au dédommagement des victimes en cas d'accident nucléaire.

Il y a plusieurs années, la Commission européenne a demandé aux pays non-signataires d'adhérer à ces conventions internationales. Suite à des négociations au niveau européen, le Luxembourg, l'Autriche et l'Irlande ont réussi à obtenir un accord européen, leur donnant le droit de légiférer dans ce domaine au niveau national. Suite à la catastrophe de Fukushima, le Commissaire européen Günther Oettinger, a déclaré que la Commission européenne a l'intention de négocier, au niveau européen, un nouvel accord ou une convention relative à l'indemnisation des victimes d'un accident nucléaire.

La situation au Luxembourg

Dans le cas où le Luxembourg serait affecté par un accident nucléaire d'origine étrangère et si, à défaut de l'existence d'une loi spécifique régissant le dédommagement des victimes, le droit commun était d'application, indemnisation des victimes au Luxembourg serait plus que compromise. Les Etats-Unis ont fourni les premiers réacteurs nucléaires à l'Europe. Or, les Américains n'ont pas accepté d'être tenus pour responsables en cas d'accident en Europe produit par l'un de leurs réacteurs ; ils ont donc exigé que les Européens élaborent et mettent en vigueur des conventions qui stipulent que, en cas d'accident nucléaire, l'entière responsabilité revient à l'exploitant de l'installation nucléaire. Cette règle s'applique également à un accident survenu au cours d'un transport de matières nucléaires. Les fournisseurs d'installations nucléaires et de matériel de sûreté ne seront donc pas tenus pour responsables, même dans le cas où

les pièces fournies auraient été défectueuses. La concentration de la responsabilité d'une catastrophe nucléaire exclusivement sur l'exploitant a rendu l'industrie nucléaire plus compétitive ; les fournisseurs d'installations et de matériel n'ont plus besoin de souscrire des assurances de responsabilité civile pour le matériel fourni. L'exploitant nucléaire devra, seul, conclure une assurance responsabilité civile.

Toutes les conventions en vigueur se basent sur cette règle. Les conventions internationales en vigueur exigent la souscription d'une assurance de responsabilité civile obligatoire pour l'exploitant nucléaire en cas d'accident nucléaire. En clair, cela signifie que l'exploitant est toujours tenu pour responsable, même s'il n'a pas commis de faute. Dans le cas d'un accident nucléaire à l'étranger qui affecterait le territoire luxembourgeois, le droit commun serait d'application pour le dédommagement au Luxembourg, compte tenu du fait que le Luxembourg n'est pas partie prenante - et ce à juste titre - aux conventions internationales. Dans ce cas, les citoyens luxembourgeois devraient d'abord identifier la personne physique ou morale qui aurait commis la faute et qui serait à l'origine de l'accident.

Cette procédure pourrait se traduire en un processus très complexe qui pourrait durer des années. Si la cause s'avérait être, par exemple, une pompe ou une pièce défectueuse d'un fournisseur, ce fournisseur n'aurait évidemment pas d'assurance ou les moyens financiers de dédommagement. Le même scénario est valable dans le cas d'un accident de transport nucléaire. Le transporteur

qui aurait commis une faute n'aurait pas d'assurance nucléaire, car selon les conventions internationales il n'en a pas besoin, étant donné que toute la responsabilité pèse sur l'exploitant nucléaire. Dans les deux cas, les citoyens luxembourgeois ne seraient pas indemnisés.

Le scénario reste le même dans le cas de figure où des mesures préventives (évacuations, fermetures d'usines,...) devraient être prises en cas d'accident nucléaire. Le droit commun ne prévoit ni dédommagement, ni évaluation de la justesse et de l'opportunité de ces mesures. Afin d'assurer une indemnisation adéquate des victimes potentielles d'un accident nucléaire, le Luxembourg devra suivre l'Autriche qui a mis sur pied une loi spécifique.

(...)

L'analyse des différentes conventions internationales et de la législation existante montre que la situation est relativement complexe et que le Luxembourg ainsi que ses citoyens ne sont pas équipés des moyens adéquats pour être dédommés de manière efficace en cas d'accident dans une centrale nucléaire dans un pays voisin. Greenpeace demande au gouvernement du Luxembourg de suivre l'exemple de l'Autriche et de mettre en vigueur une loi spécifique pour le dédommagement des victimes d'un accident nucléaire.

Pour le texte complet, aller sur www.greenpeace.lu